

Bibliographie prospective

Bulletin mensuel de bibliographie
sur les études prospectives de
l'association Futuribles International

Juin 2008 - N° 61

SOMMAIRE

1. Focus

Mediterra 2008,
du CIHEAM

3. Économie

The World in 2050,
de PricewaterhouseCoopers,
et *The Future of Newspapers*,
de The Future Foundation

4. Éducation

Education for All by 2015,
de l'UNESCO

4. Agriculture

Agricultural Outlook 2008-2017, de l'OCDE et la FAO

5. Technologie

Netbrain, planète numérique,
de D. Ettighoffer

6. Modes de vie

Avec notamment *Vivre en 2028*, de Y. Kerorguen et E. Leroy

7. État

Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique, de J.-L. Silicani

7. Territoires

Avec notamment *Territoires et cyberspace en 2030*, sous la dir. de P. Musso

Focus

CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes)

Mediterra 2008

Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée

Paris : Presses de Sciences Po, 2008, 368 p.

Site Internet : www.ciheam.org

Agriculture / Alimentation / Union européenne / Pays méditerranéens

À l'heure où l'agriculture fait l'objet d'une attention croissante de la part des institutions internationales et où l'opinion publique est plus que jamais sensible aux enjeux alimentaires et environnementaux, ce rapport annuel du CIHEAM propose une vision prospective de l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020, fruit d'un travail ayant mobilisé des compétences pluridisciplinaires et de nombreux experts méditerranéens.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux diagnostics des contextes sociodémographique, géoéconomique, des ressources, de la technique, de la gouvernance... La deuxième partie présente les principaux chantiers pour l'agriculture et l'agroalimentaire en Méditerranée à l'horizon 2020, et la troisième développe les scénarios globaux pour l'agriculture méditerranéenne.

Les dynamiques à l'œuvre

Parmi les dynamiques à l'œuvre, l'aire méditerranéenne est marquée par une croissance démographique sur les rives méridionale et orientale,

tandis que sa population se stabilise et vieillit au nord. Cette augmentation globale (la région devrait compter 530 millions d'habitants en 2020) aura bien sûr des conséquences sur la demande alimentaire, d'autant que l'urbanisation conduit aussi à des changements de modes de consommation.

Mais si la population s'urbanise et se « littoralise » (avec les problèmes d'approvisionnement en eau que cela pose), le monde rural n'est pas déserté pour autant, surtout dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), où l'augmentation de la population rurale et agricole tend à diminuer la surface agricole moyenne par exploitation, ce qui oblige à une diversification des activités de ces zones.

Déjà en proie à des conditions climatiques défavorables, les pays de la zone, surtout les PSEM, ont vu leur dotation en eau diminuer, en dépit des grandes politiques d'équipement hydraulique. Ainsi, le pourtour méditerranéen concentre la moitié de la population « pauvre en eau » (moins de 1 000 mètres cubes par an et par habitant) de la



planète, et près de 30 millions de personnes n'auraient pas accès à l'eau potable dans la région.

L'irrigation, qui absorbe jusqu'à 80 % des ressources en eau dans certains PSEM, est soumise à une forte pression, les besoins en eau potable augmentant et les populations urbaines pesant de plus en plus politiquement.

La fracture hydraulique en Méditerranée s'accompagne d'une fracture technique : les outils de recherche, les appareils de formation et l'accès aux technologies de la connaissance sont répartis de façon très inégale et le fossé ne semble pas voué à se combler rapidement.

Ces fractures hydraulique, démographique et technique ont des conséquences commerciales : les PSEM sont devenus de grands importateurs de produits agricoles alors même qu'ils avaient une balance positive dans les années 1960. L'Union européenne (UE) est de loin leur plus grand fournisseur et leur principal débouché. Mais si l'UE est importante pour les PSEM, ces pays ont une faible importance pour les pays européens. Le commerce euro-méditerranéen est donc profondément asymétrique. En outre, les PSEM s'ouvrent de plus en plus au marché mondial : seul l'accès à ce marché agricole mondial permet à ces pays d'assurer, non sans difficultés parfois, leur sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire qualitative est souvent mise à mal, les PSEM comptant encore beaucoup de maladies d'ordre alimentaire, sans compter que l'obésité se développe, en particulier au Maghreb.

Quatre scénarios possibles

Le premier scénario, tendanciel, est celui d'une « Méditerranée sans convictions » : l'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise, tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. Des corridors de libre-échange agricole se mettent en place entre l'UE et certains PSEM, sans que soit instaurée l'armature institutionnelle capable d'encadrer politiquement le processus. En outre, les exportations des PSEM sont limitées par le dévelop-

pement des normes sanitaires. La libéralisation des échanges profite surtout aux grandes industries alimentaires européennes.

Le deuxième scénario décrit une « Méditerranée sous tensions », car certains phénomènes observés dans le scénario précédent s'aggravent : dégradation de la situation sociale, inégalités d'accès à l'eau, désertification des terres causée par le changement climatique... Ce scénario est d'autant plus problématique que les acteurs étatiques régionaux ne proposent rien pour structurer la zone, et que l'Union européenne tourne le dos à la Méditerranée.

Dans le troisième scénario, la Méditerranée est « éclatée mais réactive », en réponse aux évolutions tendancielle évoquées ci-dessus. Elle se construit à la carte, les acteurs étatiques ou autres s'allient pour répondre ponctuellement à un défi (catastrophe naturelle, tensions sur les marchés agricoles) ou à une opportunité. Par exemple, l'Algérie troque son gaz contre du blé ukrainien. La coopération Sud-Sud se développe. La Méditerranée, en raison de sa position géostratégique et de ses richesses, est convoitée par des pays comme les États-Unis, la Chine ou les pays du Golfe.

Le quatrième et dernier scénario est celui d'une « Euro-Méditerranée en confiance » : l'Europe et la Méditerranée font le pari de s'associer stratégiquement pour ne pas s'affaiblir séparément. La mobilisation vient de la prise de conscience, de la part des décideurs, des opérateurs privés, de la société civile, des risques d'une absence de coopération. Ce scénario se construit principalement autour de l'agriculture : de même que la politique agricole commune a été le ciment de la construction européenne, une politique agroalimentaire et environnementale deviendrait en effet un moteur de l'émergence de l'acteur euro-méditerranéen.

Au moment où le débat politique sur la Méditerranée semble relancé, l'agriculture méditerranéenne peut être un terrain propice pour concrétiser des solidarités dans la région. La sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources hydriques ou le développement responsable des territoires ruraux peuvent être des domaines d'actions fédératrices capables d'influer sur le quotidien des populations. ■

La sélection de comptes rendus

ÉCONOMIE

HAWKSWORTH John / COOKSON Gordon

The World in 2050

Beyond the BRICs: A Broader Look at Emerging Market Growth Prospects

Londres : PricewaterhouseCoopers, mars 2008, 32 p. Site Internet : www.pwc.com/extweb/pwc_publications.nsf/docid/146E4E4D52487154852573FA0058A179

Économie internationale / Préviation

En mars 2006, PricewaterhouseCoopers publiait un rapport¹ sur les perspectives de croissance des pays émergents, les « BRICs » (Brésil, Russie, Inde, Chine), expression qui avait été popularisée par un précédent rapport de Goldman Sachs².

Ces projections ont été mises à jour en utilisant le même modèle, mais alimenté par les données les plus récentes, et l'analyse a été étendue à 13 autres pays émergents.

Selon ces nouvelles projections, en 2050, le PIB (produit intérieur brut) des « E7 » (*Emerging 7* ou BRICs d'origine + le Mexique, l'Indonésie et la Turquie) serait d'environ 50 % supérieur à celui des pays du G7 (États-Unis, Royaume-Uni, Japon, Allemagne, France, Italie et Canada). La Chine dépasserait les États-Unis vers 2025 et deviendrait la première économie du monde. Le PIB indien pourrait rattraper le niveau du PIB américain vers 2050.

L'économie brésilienne serait plus importante que celle du Japon d'ici 2050, de même que l'ensemble des économies russe, mexicaine et indonésienne dépasserait l'ensemble des économies allemande, française et britannique. La Turquie aurait alors un PIB comparable à celui de l'Italie. Il y aurait des différences dans les rythmes de croissance liées aux tendances démographiques divergentes. En particulier, la Chine, la Russie et la Corée du Sud devraient connaître un déclin de leur population en âge de travailler entre 2005 et 2050, contrairement à l'Inde, la Turquie ou le Mexique.

Parmi les pays à la croissance la plus rapide figure en tête le Viêt-nam, et le *top 10* comprend le Nigeria, les Philippines, l'Égypte et le Bangladesh.

Le « déclin » des pays du G7 serait surtout relatif : en termes absolus, ces pays connaîtraient tout de même une croissance de 150 % entre 2007 et 2050.

Comparé au rapport de 2006, celui-ci ne présente finalement pas beaucoup de différences si ce n'est que les économistes de PricewaterhouseCoopers se montrent

encore plus optimistes sur l'Inde et la Chine. Comme en 2006, les projections ne prennent pas en compte la possibilité de chocs politiques, de catastrophes naturelles, de conflits militaires ni de ruptures technologiques. Il s'agit de croissance potentielle, c'est-à-dire de la croissance que les pays en question peuvent espérer obtenir à condition de connaître sur toute la période une certaine stabilité politique et de pratiquer l'ouverture économique.

Le message principal est celui d'un changement de centre de gravité de l'économie mondiale des pays développés vers les pays émergents. Les auteurs estiment que cela représente un défi mais aussi des opportunités pour les pays développés. Ils ajoutent que les investisseurs devraient regarder au-delà des seuls BRICs, et peut-être miser sur des pays plus « risqués » mais à fort potentiel de croissance, comme le Nigeria.

Céline Laisney

THE FUTURE FOUNDATION

The Future of Newspapers. Understanding the Challenges and Opportunities Facing the Newspaper Market. Executive Summary

Londres : The Future Foundation, mars 2008, 14 p. Site Internet : www.futurefoundation.net/publications.php?disp=462

Presse / Royaume-Uni / Tendances

Cette étude explore les conditions sociales et commerciales qui sont susceptibles d'avoir un impact sur le futur de la presse. Depuis 10 ans, la diffusion de journaux est en déclin. Les recettes de publicité ont chuté ces six dernières années.

Des médias concurrents, proposant 24 heures sur 24 des nouvelles constamment mises à jour, sont entrés sur le marché et la presse écrite ne peut rivaliser. Confrontée à d'autres tendances comme le fractionnement du temps libre, cette industrie se trouve face à un futur incertain.

Au Royaume-Uni, le marché grand public a connu le déclin le plus important en termes de lectorat (particulièrement les tabloïds), suivi par la presse de milieu de gamme, la presse spécialisée souffrant pour l'instant d'une plus faible érosion. La population vieillit et devient plus éduquée, les « classes sociales supérieures » gagnent des membres, ce qui devrait profiter à la presse « haut de gamme ».

Les journaux gratuits sont devenus rapidement un segment porteur, avec aujourd'hui une diffusion à deux millions d'exemplaires par jour.

Le défi pour cette industrie est de trouver un bon équilibre entre les recettes tirées de l'impression et celles générées par les sites Internet.

Plutôt que de s'engager dans une guerre des prix dont elle ne sortirait pas gagnante, la clef du succès futur de la presse écrite payante est de mettre l'accent sur la profondeur de l'analyse et la qualité du journalisme,

1. HAWKSWORTH John. *The World in 2050. How Big Will the Major Emerging Market Economies Get and How Can the OECD Compete?* Londres : PricewaterhouseCoopers, mars 2006, 46 p.

2. WILSON Dominic / PURUSHOTHAMAN Roopa. *Dreaming With BRICs: The Path to 2050*. New York : Goldman Sachs, octobre 2003, 23 p. (voir *Bibliographie prospective*, n° 13, février 2004).

combinées à une innovation constante pour attirer et fidéliser ses lecteurs.

C.L.

ÉDUCATION

UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)

Education for All by 2015. Will We Make It?

Paris : UNESCO, 2008, 448 p.

Site Internet : http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=49591&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Éducation / Tendances / Préviation (étude de cas)

Ce rapport de suivi fait le bilan à mi-parcours de l'initiative EPT (Éducation pour tous) lancée en 2000 à Dakar, visant à atteindre les six objectifs suivants :

- 1) développer la protection et l'éducation de la petite enfance ;
- 2) rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous en 2015 ;
- 3) garantir l'égalité dans l'accès aux programmes d'apprentissage et d'acquisition des savoir-faire ;
- 4) accroître de 50 % le taux d'alphabétisation des adultes ;
- 5) éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005, et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 ;
- 6) améliorer, sous tous ses aspects, la qualité de l'éducation.

Le rapport indique qu'entre 1999 et 2005, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a progressé de 36 % en Afrique subsaharienne et de 22 % en Asie du Sud et de l'Ouest. Les autorités de 14 pays ont supprimé les frais de scolarité au niveau primaire, ce qui a amélioré la scolarisation des groupes les plus défavorisés. Le nombre d'enfants non scolarisés à travers le monde a fortement baissé, passant de 96 millions en 1999 à 72 millions en 2005.

Les pays dans lesquels le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a nettement augmenté ont généralement accru le montant de leurs dépenses publiques consacrées à l'éducation rapporté au produit national brut. Le budget public consacré à l'éducation a progressé de plus de 5 % par an en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, les deux régions les plus éloignées des objectifs de l'EPT.

Entre 1999 et 2005, 17 pays supplémentaires ont réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire (notamment le Ghana, le Sénégal, le Malawi, la Mauritanie et l'Ouganda) et 19 pays l'ont atteinte au niveau secondaire (notamment la Bolivie, le Pérou et le Viêt-nam).

Toutefois, malgré ces avancées encourageantes, l'indice de développement de l'Éducation pour tous, calculé pour 129 pays, montre que 25 d'entre eux sont loin de réaliser l'EPT. Les deux tiers de ces pays se situent

en Afrique subsaharienne, mais le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Maroc, la Mauritanie et le Pakistan sont également concernés.

En outre, selon les prévisions fondées sur les tendances actuelles, 58 des 86 pays qui n'ont pas encore réalisé l'enseignement primaire universel n'y parviendront sans doute pas d'ici 2015.

La plupart des régions en développement vont devoir recruter de nouveaux enseignants afin de faire face à l'accroissement des effectifs. En 2015, les besoins en enseignants supplémentaires au niveau primaire pourraient atteindre plus de 18 millions dans le monde entier. Ainsi, l'Afrique subsaharienne, la région Asie orientale-Pacifique et l'Asie du Sud et de l'Ouest auraient chacune besoin de près de quatre millions d'enseignants supplémentaires au niveau primaire.

Selon le rapport, les gouvernements négligent l'alphabétisation des adultes : dans le monde, 774 millions d'adultes — soit près d'un sur cinq — sont dépourvus de compétences minimales en matière d'alphabétisme. Selon les prévisions fondées sur les tendances actuelles, 72 pays sur 101 ne parviendraient pas à réduire de moitié leur taux d'analphabétisme des adultes d'ici 2015.

L'aide en faveur de l'éducation de base destinée aux pays à faibles revenus est encore insuffisante, conclut le rapport, qui estime en outre que les donateurs privilégient l'éducation post-secondaire au détriment de l'éducation de base.

AGRICULTURE

**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) /
FAO (Food and Agriculture Organization)**

OECD-FAO Agricultural Outlook 2008-2017

Paris : OCDE, 2008, 230 p.

Site Internet : www.oecd.org/de/agriculturaloutlook

Agriculture / Alimentation / Préviation (étude de cas)

Selon les dernières *Perspectives agricoles* de l'OCDE et de la FAO, les prix des produits agricoles devraient fléchir par rapport à leurs récents niveaux records, mais devraient sur les 10 prochaines années se maintenir au-dessus de leur valeur moyenne de la décennie passée.

Si l'on compare les moyennes de la décennie à venir à celles des 10 dernières années, les prix réels, c'est-à-dire les prix nominaux corrigés de l'inflation, devraient, d'après le rapport, augmenter d'un peu moins de 10 % pour le riz et le sucre, de presque 20 % pour le blé, et d'environ 30 % pour le beurre, les céréales secondaires (orge, seigle) et les oléagineux, et jusqu'à 50 % pour les huiles végétales.

Cette hausse serait le résultat de certains facteurs, notamment les besoins croissants de matières premières agricoles d'un secteur des biocarburants en pleine expansion, la persistance des prix élevés du pétrole, ainsi que la forte progression de la demande de produits ali-

mentaires à mesure que les revenus augmentent dans les économies émergentes.

Une plus grande volatilité des prix n'est pas non plus exclue étant donné que le niveau des stocks devrait rester bas et qu'une partie de la demande de produits agricoles devient moins sensible aux fluctuations des prix. L'accroissement récent des opérations des fonds d'investissement sur les marchés à terme de marchandises pourrait aussi devenir une autre cause de la variabilité des prix. Le changement climatique peut également avoir des effets imprévisibles sur les récoltes et l'offre de produits végétaux.

Les prix élevés actuels frapperont plus durement les populations pauvres et qui souffrent de la faim, surtout les acheteurs nets de denrées alimentaires, en particulier dans les zones urbaines des pays à faibles revenus. L'aide humanitaire est la meilleure solution à court terme, mais à plus long terme l'accent doit être mis sur l'augmentation de la productivité des exploitations agricoles dans ces pays ainsi que sur la croissance et le développement économique général.

TECHNOLOGIE

ETTIGHOFFER Denis

***Netbrain, planète numérique
Les batailles des nations savantes***

Paris : Dunod, 2008, 326 p.

Technologies de l'information / France

Denis Ettighoffer réfléchit depuis plus de deux décennies sur le management stratégique des technologies de l'information et de la communication (TIC) et leur impact sur la société. Il scrute, avec *Netbrain, planète numérique*, les changements profonds qu'induit Internet et leurs conséquences. Il rassemble une multitude de faits, d'exemples, de rapports, qui sont autant de références, en leur donnant du sens selon une argumentation en trois points :

— C'est l'économie des idées et des connaissances, véhiculée par Internet, qui va déterminer l'avenir des pays développés.

— Les batailles de l'avenir vont se jouer pour s'emparer des connaissances et des innovations, car les savoirs représentent les nouveaux actifs des nations.

— Comment la France peut-elle tirer le meilleur parti de cette formidable mutation économique ?

Les deux premiers chapitres décrivent l'émergence d'Internet comme acteur mondial majeur sur les plans politique, social, économique et culturel. Plus d'un milliard d'individus s'y activent, échangent et coopèrent aisément, notamment pour se saisir de maints problèmes et collectivement leur apporter des solutions rapides. Le troisième chapitre introduit l'économie immatérielle qui va obliger les nations et les entreprises à changer de logique, et à passer de la gestion du capital matériel et financier à celle des actifs immatériels. Le

chapitre 4 se consacre à la course à l'innovation qui devrait, en France, viser à mieux répondre aux nouveaux besoins de la demande mondiale, grâce à des produits et services exportables.

Le chapitre 5, intitulé « Les batailles des nations savantes », est la partie la plus solidement construite et novatrice de l'ouvrage. La propriété industrielle et intellectuelle est bouleversée par l'économie numérique dans la mesure où l'usage d'un bien numérique ne le détruit pas, alors que les brevets ont été conçus à une époque où la valeur ajoutée d'un produit dérivait principalement de sa fabrication. Ainsi de nouvelles questions se posent. Qu'est-ce qui relève du patrimoine mondial et de la propriété privée ? Quelles limites donner au droit d'usage et d'exploitation des textes ou des données ? Selon Denis Ettighoffer, tout le monde sera peu ou prou un auteur dans la planète Netbrain, aussi propose-t-il que toute œuvre (livre, musique, film...) numérisée et mise volontairement sur Internet par son auteur, entre dans le territoire des biens communs.

L'ouvrage se termine par des considérations très prometteuses sur les synergies entre l'économie numérique et le développement durable, car la planète numérique constitue « une des solutions attendues pour limiter la consommation énergétique sans bloquer tout développement économique ».

La situation française ne fait pas l'objet d'un chapitre particulier ce qui est heureux, le lecteur aurait pu être poussé au découragement face aux handicaps qui paralysent le pays. L'enseignement supérieur reçoit la portion congrue (1,1 % du produit intérieur brut) plaçant la France au-dessous du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne ou des États-Unis. Dans les grandes entreprises, les ingénieurs sont rarement amenés à se frotter librement à de multiples sources d'inspiration et de savoirs. Les PME (petites et moyennes entreprises) se heurtent à de multiples barrières pour accéder aux compétences nécessaires à leur développement (matière grise, technologies, services, etc.). En matière de propriété intellectuelle, les responsables semblent avoir du mal à trouver le juste milieu et la bonne attitude, entre le laxisme et la limitation des échanges. Le branle-bas technologique occulte trop souvent l'essentiel du rôle des réseaux humains : s'entraider mutuellement à résoudre un problème par les échanges d'idées et d'expériences.

Denis Ettighoffer conduit le lecteur avec une forte conviction, dans un style dense, riche, foisonnant, parfois décapant. Le constat établi, les perspectives futures dessinées, il suggère quelques initiatives porteuses d'espoir : dispositifs fiscaux pour réduire l'expatriation des talents et retenir la recherche-développement qui part à l'étranger, modernisation du contrat de travail pour intéresser les salariés, comme les actionnaires, aux revenus des licences et brevets, projet d'élaboration d'une France virtuelle, numérique, un Second Life version française. Il reste aux Français, s'ils veulent demeurer dans la compétition mondiale, à s'emparer de ce thème pour le construire ensemble à leur manière.

Netbrain devrait être le livre de chevet de tous ceux qui prennent des décisions concernant le développement de l'économie numérique. La récente extension à ce domaine des compétences du secrétaire d'État à la

Prospective va-t-elle créer le creuset institutionnel qui rassemblerait les acteurs passionnés et donnerait à la France l'élan nécessaire pour débloquer les contraintes qui freinent encore son entrée dans la société de la connaissance ?

Gérard Blanc

MODES DE VIE

KERORGUEN Yann / LEROY Estelle

Vivre en 2028. Notre futur en 50 mots-clefs

Paris : Lignes de repères, 2008, 221 p.

Site Internet : www.lignes-de-reperes.com

Tendances / Prospective

Les ouvrages de prospective ou de « futurologie » s'intéressent généralement à l'avenir de la planète et de ses grands équilibres, moins souvent à celui de notre vie quotidienne. Comment vivrons-nous dans 20 ans ? La question touche pourtant tout le monde, elle est plus concrète que les problèmes géopolitiques ou environnementaux du futur.

Vivre en 2028 a l'ambition de répondre à cette question au travers d'une sorte d'abécédaire dont les mots-clefs sont, entre autres, habiter, manger, dormir, se nourrir, se distraire... À chacune de ces fonctions sont consacrées deux à quatre pages.

Les auteurs partent du principe que nombre d'applications que nous verrons à l'œuvre à cette date sont déjà dans les laboratoires. On trouve donc, au fil de ces pages, beaucoup d'innovations technologiques comme l'intelligence artificielle, le développement de robots d'aide à la personne, la maison domotique, le réfrigérateur intelligent (qui commande tout seul les courses), le cinéma en trois dimensions, l'e-journal, ou encore l'homme hybride ou bionique...

La cuisine moléculaire passerait des tables étoilées aux foyers domestiques, des mannequins virtuels à nos mensurations essaieraient les vêtements à notre place, l'architecture deviendrait bioclimatique et serait en symbiose avec la nature...

Les agriculteurs deviendraient des « agrinautes », utilisant les technologies de l'information pour cultiver les sols avec plus de précision, et vendre leurs récoltes de manière plus réactive.

Parfois, les notices prennent la forme de petites fictions se situant en 2028. Par exemple, on se promène dans Mobilcity, une ville où seules les voitures électriques circulent et où la fréquentation des transports publics a explosé, où les commerces, transports et lieux de divertissement sont ouverts 24 heures sur 24.

Aux innovations dont les applications à grande échelle se font attendre depuis quelque temps déjà, comme la télé-médecine et le télé-enseignement, s'ajoutent des inventions plus récentes, telle l'encre biocompatible RFID (*radio-frequency identification*), sorte de tatouage *high-tech* contenant des informations lisibles à distance.

Les auteurs ont beau préciser en introduction que « la prospective n'est pas, comme on le croit trop souvent, de la technologie [...] certains développements à l'œuvre aujourd'hui ne serviront à rien », l'ouvrage est tout de même très techno-centré, dans un style proche de celui de Joël de Rosnay. La question de l'acceptabilité sociale de ces technologies est rarement posée : à propos de l'avènement de la voiture sans conducteur, une petite phrase à la fin rappelle seulement qu'il faudra du temps pour que ce mode de navigation soit accepté par les usagers.

Le lecteur a du mal à faire la distinction entre ce qui sera possible en 2028 (mais très rare) et ce qui sera courant. Ainsi, le bâtiment du futur (à zéro émission) existe déjà, mais sera-t-il la règle à cet horizon ? c'est faire peu de cas du rythme auquel le parc immobilier se renouvelle.

Le livre nous fait entrevoir non « la » vie quotidienne en 2028 mais « une » vie quotidienne, celle d'une petite poignée d'expérimentateurs, ou d'une minorité de personnes assez aisées pour bénéficier de ces progrès — et qui le souhaiteront.

La seconde partie du livre, plus courte, est moins originale. Elle brosse un tableau rapide de quelques grands thèmes planétaires : le réchauffement climatique, la croissance démographique, les perspectives énergétiques, les « guerres » entre générations, les migrations et le travail. Elle rassemble toutefois de bonnes synthèses sur ces questions (dont malheureusement les références sont assez mal indiquées, comme dans le reste de l'ouvrage).

C.L.

THE FUTURE FOUNDATION

Leisure Time and Leisure Types. How Time, Values and Passions Influence the Leisure Market in Europe. Executive Summary

Londres : The Future Foundation, mars 2008, 12 p.

Site Internet : www.futurefoundation.net/publications.php?disp=461

Loisirs / Union européenne / Tendances

Les Européens d'aujourd'hui n'ont jamais eu autant de temps ni autant d'argent à consacrer aux loisirs. Des différences existent cependant encore entre les pays : les Norvégiens, les Allemands et les Suédois consacrent plus de trois heures par jour aux loisirs, tandis que les autres pays d'Europe de l'Ouest se situent plutôt entre deux et trois heures, et que les habitants des pays de l'Est ont moins de temps disponible (une heure et demie pour les Bulgares, par exemple).

Dans l'Union européenne (UE-25), les dépenses liées à la culture et au divertissement (y compris les équipements audiovisuels, photographiques et informatiques de la maison) représentent, en 2008, 11 % du budget total des ménages, ce qui place le poste « loisirs » à la quatrième place derrière les postes « logement, eau, électricité », « transport » et « alimentation ».

Selon The Future Foundation, les loisirs pourraient devenir le second poste budgétaire des Européens dans les 10 ans à venir, juste après le logement.

L'étude passe en revue quelques tendances : la montée du tourisme (et des loisirs) responsable(s), l'impact des nouvelles technologies et en particulier d'Internet sur la façon dont les loisirs sont occupés, le fait que les Européens consacrent plus de temps de loisir au bénévolat, aux activités de charité...

Le développement des manifestations culturelles (expositions, concerts, festivals, etc.) représente une tendance lourde. De plus, les gens ont une attitude moins passive par rapport à l'art, ils veulent participer à sa création.

Deux catégories de « consommateurs de loisirs » sont dessinées : le « touriste », qui veut toucher un peu à toutes les activités, et l'« enthousiaste », qui se consacre de manière quasi professionnelle à son activité favorite. Mais l'auteur ajoute que ces catégories ne sont pas fixes, et que les personnes peuvent en changer au fil de l'âge.

Enfin, l'étude fait deux rappels importants : personne ne veut être distrait en permanence, il y a aussi un besoin d'une certaine forme d'ennui (l'ennui « intelligent », celui qui permet de recharger sa créativité) ; malgré l'essor de nouveaux loisirs, les loisirs passifs (télévision, repos) sont encore très importants.

C.L.

ÉTAT

SILICANI Jean-Ludovic

Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique : faire des services publics et de la fonction publique des atouts pour la France

Paris : ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique / La documentation Française, 2008, 236 p.

Site Internet : www.ladocumentationfrancaise.fr/rapportspublics/084000231/index.shtml?xtor=EPR-526

Fonction publique / France

L'exigence accrue d'efficacité des administrations, mais aussi l'évolution des attentes de la société, tout particulièrement des agents publics dont le niveau de formation et de qualification a sensiblement augmenté, nécessitent de s'interroger sur la pertinence du régime actuel de la fonction publique et sur son évolution. D'autant que près d'un tiers des effectifs de la fonction publique devrait être renouvelé d'ici 10 ans.

C'est pourquoi une conférence nationale sur les valeurs, les missions et les métiers du service public et de la fonction publique a été ouverte par le Premier ministre en octobre 2007. Ses travaux, qui ont duré six mois, s'achèvent avec la publication de ce Livre blanc. Le débat a pris de nombreuses formes, associant, outre des spécialistes des questions de fonction publique, les organisations syndicales, des responsables publics, des fonctionnaires et des usagers, à Paris, en région et à l'étranger. De plus, un forum Internet permanent a permis de recueillir des points de vue et des propositions de fonctionnaires et d'usagers. Plusieurs enquêtes d'opinion ont, en outre, été réalisées sur les

valeurs de la fonction publique et sur la perception des réformes en cours ou à venir.

Après une présentation du « paysage des services publics en France », le Livre blanc présente un diagnostic et des propositions pour chacun des trois thèmes de la conférence nationale : les valeurs, les missions et les métiers du service public et de la fonction publique.

Les 40 propositions s'articulent autour de six orientations : préciser, diffuser et faire vivre les valeurs du service public et de la fonction publique ; clarifier les missions du service public et rénover le management de la fonction publique ; refonder et simplifier l'organisation statutaire générale pour construire une fonction publique de métiers ; redéfinir la place et la nature du contrat dans la fonction publique pour en améliorer l'usage ; rendre plus attractive et plus mobile la carrière des agents, et permettre une véritable gestion des ressources humaines des collectivités publiques ; renforcer le pilotage général de la fonction publique.

TERRITOIRES

DIV (Délégation interministérielle à la ville) / JANVIER Yves

« Économie résidentielle et cohésion sociale »

Demain la ville, n° 1, mars 2008, 21 p. Site Internet : www.ville.gouv.fr/article.php3?id_article=270

Ville / Aménagement du territoire

Dans ce premier numéro de *Demain la ville*, Yves Janvier présente la synthèse de sa recherche consacrée à la mixité urbaine, au sens de l'imbrication des différentes fonctions de ce qui fait une ville (habitat, commerce et artisanat, bureaux...).

Il ne suffit pas de créer des emplois tertiaires sur un territoire pour que le développement économique et social de celui-ci suive automatiquement. Maints exemples sont là pour le prouver. En effet, les salaires distribués par les entreprises tertiaires n'alimentent pas, en général, les revenus de la population locale, en tout cas pas directement par le biais de l'économie marchande.

Après avoir montré l'enjeu que représente la consommation potentielle des salariés sur leur lieu de travail, enjeu non négligeable puisque pour un territoire comme celui de la Plaine Saint-Denis, il correspond environ à la masse salariale d'un millier d'emplois payés au salaire minimum, Yves Janvier s'attache à repérer les freins et les obstacles pesant sur la mise en œuvre d'une véritable mixité urbaine, mixité qui rendrait service tant aux salariés qu'aux habitants en recherche d'emploi.

Ces obstacles sont de deux ordres. Ils relèvent d'une part des inconvénients de « l'urbanisme à la française » : rigidité du zonage à « grandes mailles », imperméabilité des divers domaines de l'action publique (aménagement, économie, emploi), spécialisation extrême des différents corps de métier intervenant dans les opérations d'aménagement...

Mais ils relèvent aussi de rigidités mentales et culturelles : souci de *standing* pour les sièges sociaux, structuration hiérarchisée des services des commerciaux, répulsion vis-à-vis des commerces « ethniques », autrement dit peur de l'hétérogénéité de la ville, de la société.

Les leviers permettant de lever ces blocages existent malgré tout, mais ils supposent une forte détermination politique et l'utilisation adroite des rapports de forces créés par les conditions du marché.

MUSSO Pierre (sous la dir. de)

Territoires et cyberspace en 2030

Paris : La documentation Française / DIACT (Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires) (coll. Travaux, n° 7), mars 2008, 147 p. Site Internet : www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110071330/

Territoires / Technologies de l'information / Scénarios

Ce document est issu d'un groupe de travail de la DIACT et France Telecom, présidé par Pierre Musso, qui était chargé de penser les rapports entre les territoires « physiques » et les territoires numériques qui émergent, à l'horizon 2030. Ce groupe a travaillé 18 mois, avec l'appui méthodologique du prospectiviste Jacques Arcade.

Étonnamment, le groupe a repris comme concept fondamental le thème du cyberspace, formulation qui avait dans les dernières années perdu de sa superbe, beaucoup d'experts considérant que continuer à penser en termes de cyberspace ou de virtuel interdisait de comprendre à quel point toutes ces technologies sont réelles et liées au monde concret.

Le propos central du rapport se trouve résumé dans l'idée que « les représentations des villes et des territoires se dédoublent. Territoires physiques et virtuels cohabitent dans un monde contemporain duel. Un changement de paradigme est à l'œuvre, qu'il faut analyser et comprendre pour enrichir les politiques publiques d'aménagement du territoire. » L'objectif du groupe a donc été d'imaginer une politique d'aménagement du « cyberterritoire ».

L'ouvrage commence par divers éléments de cadrage, d'abord par « un certain nombre d'idées simplistes à questionner » (« les TIC permettent de moins polluer », « les TIC peuvent être une réponse à la crise de l'emploi notamment grâce au télétravail »...), ensuite par un chapitre définissant les domaines d'incertitude les plus importants s'agissant de la manière d'« habiter le double

monde contemporain », à savoir : les usages, les technologies, les régulations, et les représentations des territoires et notamment du « cyber ». Le rapport liste aussi deux expériences d'appropriation des TIC sur et par les territoires : « Citévision » à Rennes et « Pays basque numérique ».

La seconde partie de l'ouvrage est la partie prospective, celle où les auteurs souhaitent « imaginer 2030 et conquérir le cyberspace ». Un jeu de scénarios a été élaboré, en utilisant comme point de départ des scénarios « numériques » déjà réalisés par la DIACT, que le groupe a confrontés au concept directeur de « territoire augmenté » (territoire accompagné de son double numérique qui augmente le contenu informationnel du territoire, en particulier grâce à tout ce que permet la géolocalisation). Les cinq scénarios qui en résultent illustrent cinq représentations territoriales confrontées à l'évolution d'un certain nombre de facteurs clefs (incertitudes majeures et tendances lourdes) : environnement et démographie, mondialisation extensive et intensive, lien social, représentations et médias, risques, régulation, résistances...

Chaque scénario est illustré par une représentation graphique (des plans, des liens et des blocs) et par un « récit fictif d'acteur » : par exemple, pour le premier scénario, on suit les tribulations d'un individu qui appartient à un réseau mondial de travailleurs indépendants.

Le scénario 1, « L'intégration des deux mondes dans l'hyperplanète », est celui d'une société libérale gérée par un « capitalisme intelligent et responsable », dans lequel le cyberspace est l'espace idéal de libre circulation. Il se caractérise par un réseau de villes-mondes.

Le scénario 2, « La superposition des deux mondes dans des archipels », correspond à une société très « globale ». Des entités territoriales complexes sont en « coopération » (coopération et compétition), reliées entre elles sous forme d'archipels, et ce monde est marqué par des « monades identitaires¹ » et des communautés collaboratives.

Dans le scénario 3, « La traversée des deux mondes dans l'hyperEurope », l'Europe se constitue comme un archipel culturellement dense et cohérent. Se crée alors un véritable « espace transactionnel européen avec une e-administration ».

Le scénario 4, « L'immersion dans les deux mondes au niveau paneuropéen », est celui d'une Europe-puissance dans un contexte de choc des civilisations.

Le scénario 5, « L'arrimage dans les deux mondes depuis une hyperrégion », correspond à un retour à la nation, mais une nation « 2.0 » qui transcende mondialisation et besoin identitaire.

Cinq « images » représentant les scénarios en trois dimensions permettent de visualiser la complexité et la rapidité des transactions dans chacun : le premier ressemble alors à une masse chaotique et rapide, le deuxième à de grandes boucles périphériques, le troisième à un chaos polycentrique, le quatrième à des spirales centrifuges et le dernier à des spirales centrées.

Le rapport conclut sur l'idée qu'il faut, pour les territoires, « prendre le cyber au sérieux et l'investir », avec tout un ensemble de recommandations (réguler le cyberspace, délibérer en ligne, favoriser la formation dans les murs, hors les murs et sans murs, revisiter le rôle de l'État).

Geoffrey Delcroix

Bibliographie prospective est une publication mensuelle de l'association Futuribles International. Les comptes rendus sont extraits de la base de données Octave. **Bibliographie prospective** est une publication électronique réservée aux membres de l'association Futuribles International.

Conditions d'adhésion à Futuribles International : www.futuribles.com.

Contact : Corinne Roëls au 01 53 63 37 71 ou croels@futuribles.com.

Directeur de publication : Hugues de Jouvenel

Rédacteur en chef : Céline Laisney

Secrétariat de rédaction, conception : Stéphanie Debruyne

Ont participé à ce numéro : Gérard Blanc et Geoffrey Delcroix

© Futuribles International - 47, rue de Babylone - F-75007 Paris

Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54

E-mail : forum@futuribles.com - Site Internet : www.futuribles.com

1. Une monade est un élément de base irréductible. Le mot, très utilisé par Leibniz, vient du grec « unité ».